

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

Montpellier, le 13 décembre 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

publié sur 

SAS PARC EOLIEN DE ROC DE L'AYRE (1)

SAS PARC EOLIEN DE ROC DE L'AYRE (2)

Lieu-dit Roc de l'Ayre

34330 Fraisse-sur-Agout

Références : UD34/H5/CI/2024/65

Code AIOT : 0006606061 (Roc de l'Ayre 1) - 0006605586 (Roc de l'Ayre 2)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 sur les PARCS EOLIENS DE ROC DE L'AYRE (1) et (2) implantés Lieu-dit Roc de l'Ayre 34330 Fraisse-sur-Agout. L'inspection a été annoncée le 13/09/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PARC EOLIEN DE ROC DE L'AYRE
- Lieu-dit Roc de l'Ayre (1) 34330 Fraisse-sur-Agout
- Codes AIOT : 0006606061 (Roc de l'Ayre 1) - 0006605586 (Roc de l'Ayre 2) Installation : Avec
Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

La SAS Parc éolien de Roc de l'Ayre, filiale d'EDF Renouvelables France exploite depuis 2013 les 2 parcs éoliens de Roc de l'Ayre situés sur la commune de Fraisse-sur-Agout (34), dans le Parc Naturel Régional du Haut-Languedoc.

Ces 2 parcs disposent d'un permis de construire (PC) délivré par arrêté préfectoral du 30/08/2006 à la société SIIF ENERGIES France et transféré à la SAS Parc Eolien du Roc de l'Ayre par arrêté du 27/08/12. Ils ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire "RIET" en date du 24/11/23.

Le parc Roc de L'Ayre 1 est composé de 2 éoliennes. Son numéro AIOT est : 0006606061

Le parc Roc de L'Ayre 2 est composé de 3 éoliennes. Son numéro AIOT est : 0006605586

Les éoliennes sont numérotées de E6 à E10. Leur puissance unitaire est de 2,3 MW. Leur hauteur en bout de pale est de 64 mètres et le diamètre de leur rotor est de 71 mètres.

Des mesures de bridage en faveur des chiroptères sont mises en place sur ces 2 parcs depuis 2023.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
2	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
5	Exploitation des installations	AP Complémentaire du 24/11/2023, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
6	Exploitation des installations	AP Complémentaire du 24/11/2023, article 2.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
7	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
8	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
4	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'exploitant devra effectuer en 2025 un nouveau suivi environnemental prenant en compte les remarques formulées par son bureau d'études dans le rapport de suivi environnemental 2023.

Il devra indiquer quelles suites il souhaite donner aux recommandations formulées par son bureau d'études lors du suivi de 2023.

L'exploitant devra également transmettre les différents rapports et justificatifs des opérations de maintenance et des contrôles de sécurité des installations demandés au cours de l'Inspection.

Le chemin d'accès aux aérogénérateurs devra être rendu praticable pour les engins de secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Autre Rapport de suivi environnemental et déclaration sur DEPOBIO

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

/.../

Constats :

Les parcs éoliens de Roc de l'Ayre ont été mis en service le 1er Janvier 2013. De ce fait, un suivi de la mortalité a été réalisé en 2015. Le suivi environnemental des 10 ans d'exploitation du parc éolien a été réalisé en 2022.

Depuis l'année 2024, un nouveau plan de bridage en faveur des chiroptères est effectif sur le parc pour des vitesses de vent inférieures à 3 m/s en avril et du 1 au 15 novembre, inférieures à 5 m/s en mai et du 16 juillet au 30 septembre, inférieures à 4,5 m/s du 1er juin au 15 juillet et en octobre, et des

températures supérieures à 10°C du 01 avril au 15 novembre. Le suivi pour l'année 2024 permettra de vérifier l'efficacité de ce bridage.

Le 09/10/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de suivi environnemental 2023 rédigé par le bureau d'études EXEN ainsi que le certificat DEPOBIO mis à jour.

Lors de l'inspection en salle, l'exploitant indique que le suivi chiroptères en nacelle est actuellement en cours de rédaction.

Il indique également que le suivi mortalité est en cours jusqu'au mois de mars 2025.

Quant au suivi du comportement des rapaces, imposé par l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/11/23, l'exploitant précise qu'il sera transmis à la fin du premier trimestre 2025.

L'exploitant indique en complément qu'il y a eu une mortalité d'une pipistrelle commune le 22/05/2024 sous la machine E6.

Concernant l'entretien des talus, pour réduire l'attractivité des chiroptères conformément à l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/11/23, l'exploitant indique qu'un prestataire intervient 2 à 3 fois par an pour les herbes hautes : au printemps, avant l'été et avant l'automne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Dans un délai d'un mois, l'exploitant devra indiquer les suites données aux conclusions du suivi 2023 formulées par le bureau d'études EXEN aux pages 93 et suivantes de son rapport de suivi environnemental 2023, notamment concernant la limitation des facteurs d'attractivité sous les éoliennes (dispositions mentionnées au point 6.2.2 du rapport, relatives à l'entretien des plateformes); sur ce dernier point il transmettra à l'inspection les justificatifs des différentes interventions réalisées en 2024, ainsi que, le cas échéant, les rapports photos réalisés par les prestataires lors de ces opérations.

- Pour les prochains rapports de suivi (chiroptères, mortalité, comportement rapaces), lors de leur transmission l'exploitant fournira son plan d'actions pour l'année suivante au regard des recommandations formulées par le bureau d'études. Si des préconisations du bureau d'études ne sont pas suivies, l'exploitant devra le justifier dans le plan d'actions.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois


N° 2 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18		
Thème(s) : Risques accidentels Contrôle des pales		
Prescription contrôlée : II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.		
Constats : L'exploitant a transmis en date du 08/11/2024 les rapports de contrôle des pâles et des autres contrôles réglementaires sur les 5 machines des parcs éoliens de Roc de l'Ayre 1 (783493 et 783494) et 2 (783492, 783495 et 783496) réalisés en 2024. Il indique au cours de l'inspection qu'il n'y a pas de nécessité de changement ou de réparation sur les pâles, aucune marque d'érosion n'ayant été constatée.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra le fichier Excel qu'il a évoqué lors de l'inspection, indiquant les différentes remarques faites lors de l'inspection des pales par Enercon, et les suites à donner à ces constats.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 Mois		


N° 3 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	
Thème(s) : Autre Accès au site	
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.	
Constats : Lors de la visite sur site, l'Inspection a constaté que la porte de l'éolienne E10 était bien fermée et que l'éolienne n'était pas accessible sans l'intervention d'une personne habilitée.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 4 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	
Thème(s) : Autre Intérieur des installations (bas du mât)	
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.	
Constats : L'entrée de l'éolienne E10 a été vérifiée. L'intérieur est propre et aucune présence de matériaux combustibles ou inflammables n'a été constaté. Il a été constaté également la présence de deux extincteurs à l'entrée de l'éolienne E10. Leur contrôle périodique a été effectué.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 5 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2023, article 2.1.2		
Thème(s) : Autre Mise en place d'un plan de bridage chiroptères		
Prescription contrôlée : <p>Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent.</p> <p>Le plan de bridage est déterminé par :</p> <p>une ou plusieurs périodes,</p> <p>pour chaque période une température et une vitesse de vent (mesurées à hauteur de nacelle).</p> <p>Pour chaque période entre le coucher du soleil et le lever du soleil, les éoliennes sont mises à l'arrêt lorsque la température est supérieure à la température définie pour la plage, et la vitesse de vent est inférieure à la vitesse définie pour la plage.(...)</p> <p>Le plan de bridage est opérationnel dans un délai de 2 mois à compter de la signature du présent arrêté.</p>		
Constats : <p>Lors de l'inspection en salle, l'exploitant a présenté le bridage mis en place sur le SCADA. Le plan de bridage prévu par l'arrêté est bien respecté.</p> <p>Le SCADA n'indique toutefois pas les horaires pour l'heure de lever et de coucher du soleil pour les mois précédents. L'exploitant nous indique qu'il y a eu une mise à jour du logiciel depuis le mois d'octobre qui a instauré l'indication des horaires à partir d'octobre.</p>		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>- Dans un délai d'un mois, l'exploitant indiquera pour quelles raisons les dates et les horaires ne sont pas indiquées au niveau du SCADA concernant les mois précédents.</p> <p>- Si l'exploitant souhaite mettre en place un nouveau plan de bridage suite aux conclusions apportées dans le rapport 2023, il devra remettre préalablement à l'inspection un rapport à porter à connaissance en ce sens en vue de modifier les modalités du bridage fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/11/23.</p>		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais :	1	Mois


N° 6 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2023, article 2.1.4		
Thème(s) : Autre Eléments à fournir en cas de contrôle du plan de bridage chiroptères		
Prescription contrôlée : <p>Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA) .</p> <p>Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM).</p> <p>Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans.</p> <p>Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.</p>		
Constats : <p>L'exploitant n'a pas pu présenter à l'Inspection le registre de défaillance et de maintenance du bridage chiroptères et la courbe de fonctionnement du bridage à partir de 2023.</p>		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>-Dans un délai d'un mois, l'exploitant devra transmettre le registre de défaillance et de maintenance et les données brutes du SCADA.</p>		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 Mois		

N° 7 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17		
Thème(s) : Autre Installation électriques		
Prescription contrôlée : Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.		
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports de maintenance des installations électriques effectuée par Veritech le 08/11/24. Lors de l'inspection en salle, l'exploitant indique qu'il n'a pas connaissance des suites données aux rapports de maintenance des installations électriques. Par exemple, concernant l'éolienne 783496, le rapport indique que l'éclairage de secours ne fonctionne pas. L'exploitant indique qu'il va demander à l'entreprise Enercon s'il a bien fait les remplacements et demander les rapports.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Dans le délai d'un mois, l'exploitant devra indiquer si l'entreprise Enercon a bien effectué les remplacements nécessaires concernant les irrégularités constatées par l'organisme agréé (Veritech) et transmettre à l'inspection les rapports correspondants.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 Mois		

N° 8 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7		
Thème(s) : Autre Accessibilité au site		
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.		
Constats : Les abords de l'installation sont en bon état de propreté. Toutefois, à certains endroits, la voie d'accès au site est moins facilement accessible pour des engins de secours.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai d'un mois, l'exploitant procédera à la réfection des zones dégradées du chemin d'accès aux aérogénérateurs.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 1 Mois		